

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Trois-morts-et-plusieurs-blesses-dans-une-fusillade-suspecte-au-Venezuela>

Trois morts et plusieurs blessés dans une fusillade suspecte au Venezuela

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : samedi 7 décembre 2002

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Florence Panoussian

Agence France-Presse

Caracas

Une fusillade a fait trois morts et 18 blessés à Caracas, au 5e jour d'une grève générale déclenchée lundi par l'opposition au président vénézuélien Hugo Chavez, et qui affecte l'industrie pétrolière, poumon économique du pays.

Après la fusillade, le vice-président José Vicente Rangel a annoncé que le gouvernement acceptait de reprendre ses négociations avec l'opposition, à l'appel du secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), César Gaviria.

« Malheureusement, ces faits ont causé trois morts et 18 blessés », a déclaré le chef des pompiers de Caracas, Rodolfo Briceno.

Leopoldo Lopez, maire d'opposition de la municipalité de Chacao, dont dépend la place Francia où ont lieu les coups de feu, a fait état de blessés « très graves ».

Le directeur de la police judiciaire, Marcos Chavez, a indiqué que sept personnes, présumées impliquées, avaient été arrêtées et un pistolet automatique saisi.

La place Francia, coeur du quartier chic d'Altamira dans l'est de Caracas, est le bastion de l'opposition et des dizaines de personnes s'y relaient depuis le 22 octobre pour soutenir 14 officiers qui se sont rebellés contre M. Chavez et ont déclaré ce secteur « territoire libéré ».

Le général Enrique Medina, chef des rebelles, a accusé l'exécutif de ces violences et appelé les militaires à « se prononcer sur ce gouvernement assassin ». « Ce que nous avons eu ce soir est un massacre brutal », a-t-il déclaré.

Au nom du gouvernement, le ministre de l'Intérieur, Diosdado Cabello, a protesté contre la fusillade, estimant qu'elle faisait « partie d'un enchaînement qui semble ne pas avoir de fin et doit être rejeté par tous les Vénézuéliens ».

« Nous élevons nos plus énergiques protestations aux personnes présentes. Nous ne sommes pas disposés à permettre ce type de situations », a-t-il déclaré.

De son côté, M. Gaviria a déclaré que les négociations entre le gouvernement et l'opposition devaient reprendre dans la soirée. Mais rien n'en avait filtré à minuit. Entamées sous ses auspices le 8 novembre, elles ont été interrompues samedi dernier par l'appel à la grève.

« Je demande instamment aux deux parties de parvenir à s'entendre pour résoudre la crise de manière pacifique, constitutionnelle et démocratique », a déclaré le secrétaire général de l'OEA, en exprimant sa « profonde préoccupation ».

« Nous sommes disposés à participer à la table de négociation pour aborder n'importe quel sujet, discuter de la violence, de l'issue électorale de la crise », a affirmé le vice-président Rangel.

Trois morts et plusieurs blessés dans une fusillade suspecte au Venezuela

Les États-Unis ont également manifesté leur « grave préoccupation » et invité leurs ressortissants à quitter le Venezuela.

En fin de journée, l'opposition avait prolongé la grève. « La grève civique active continue », avait déclaré Carlos Ortega, président de la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV), en appelant à une manifestation samedi depuis le siège de la holding publique Petroleos de Venezuela (PDVSA) à Chuao, dans l'est de Caracas.

Le Mouvement Ve République (MVR) de M. Chavez a de son côté appelé à une manifestation de l'ouest vers le centre, contre le « terrorisme » et le chantage.

PDVSA a admis avoir dû réduire ses volumes de production, mais a garanti l'approvisionnement de ses clients, dont les États-Unis.

« Nous n'avons pas d'estimations des pertes, mais il a fallu réduire certains volumes de production, ce qui implique déjà un dommage », a reconnu Ali Rodriguez, ex-secrétaire général de l'Opep et président de l'entreprise, dont les installations ont été placées sous la surveillance de l'armée.

Un cadre de PDVSA et porte-parole des grévistes, Juan Fernandez, a annoncé la démission de quatre des huit membres de la direction. L'information n'a pas été confirmée.

Cette grève générale contre M. Chavez, élu en 1998 et réélu en 2000 pour six ans, est la quatrième lancée en un an par la CTV et la fédération patronale Fedecamaras, avec le soutien de la Coordination démocratique (CTV), qui regroupe des partis et associations d'opposition (conservateurs).

Le 11 avril dernier, un mouvement similaire, marqué par des violences ayant fait 19 morts, avait débouché sur un putsch qui avait éloigné le chef de l'État du pouvoir pendant 47 heures, tandis que Pedro Carmona, alors président de Fedecamaras (Medef Venezuelian) et aujourd'hui réfugié en Colombie, prenait la tête de la junte.

M. Rodriguez a estimé que la grève actuelle « est un plan de sabotage très préparé, qui a eu un certain succès ». « On continue à exporter, mais la situation pourrait s'aggraver. Nous faisons l'impossible pour l'empêcher, pour déjouer ce plan de sabotage », a-t-il admis.

Seul membre latino-américain de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), le Venezuela est, avec 2,49 millions de barils/jour, le 5e exportateur et le 8e producteur mondial. Avec l'Arabie saoudite et le Mexique, il est l'un des principaux fournisseurs des États-Unis.

Post-scriptum :

Cyberpresse